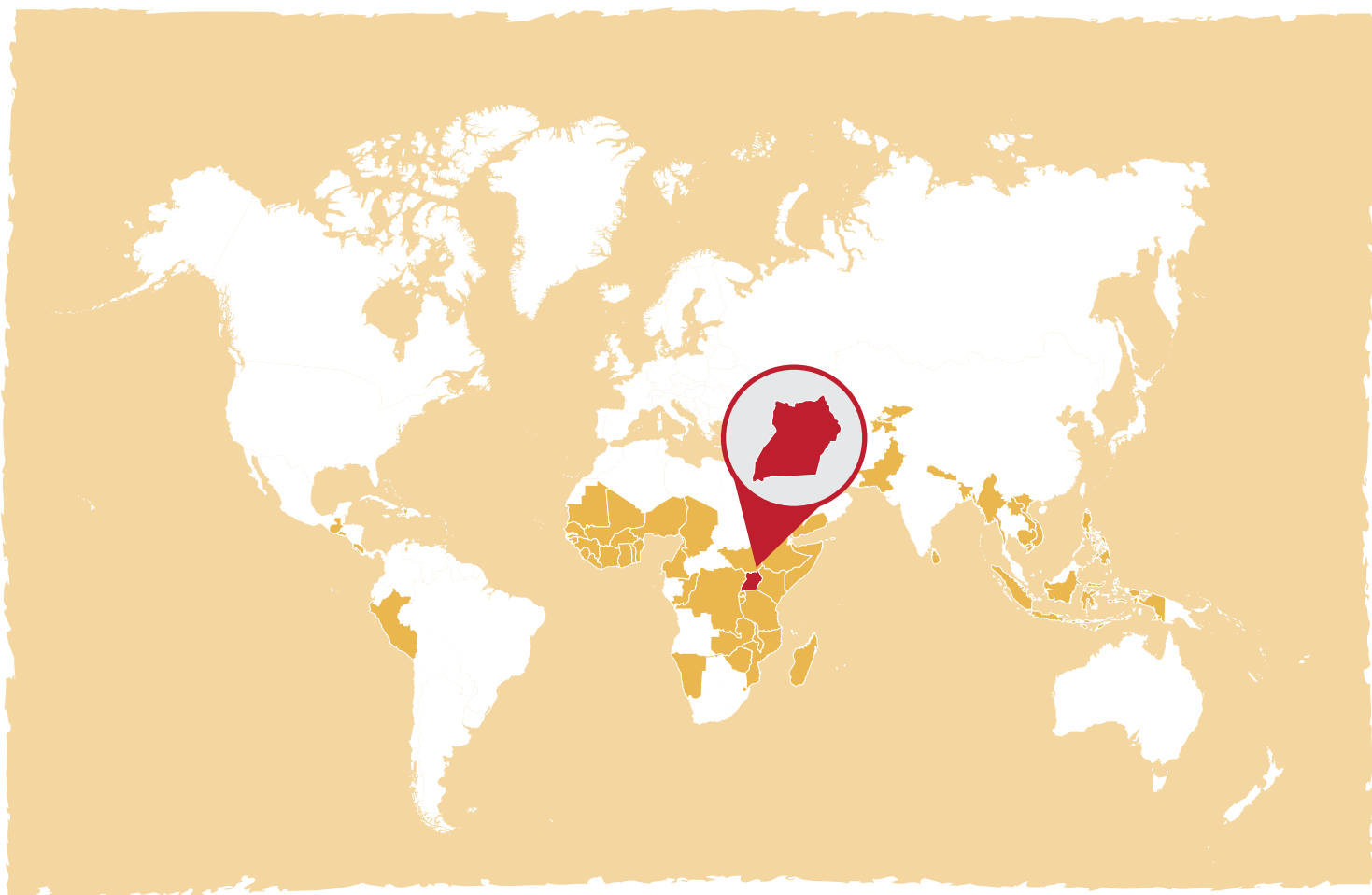


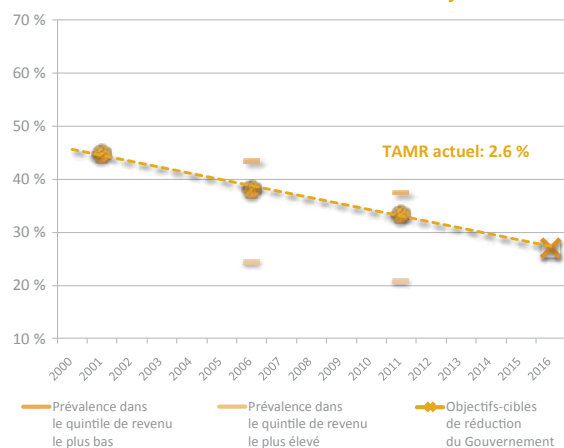
Ouganda



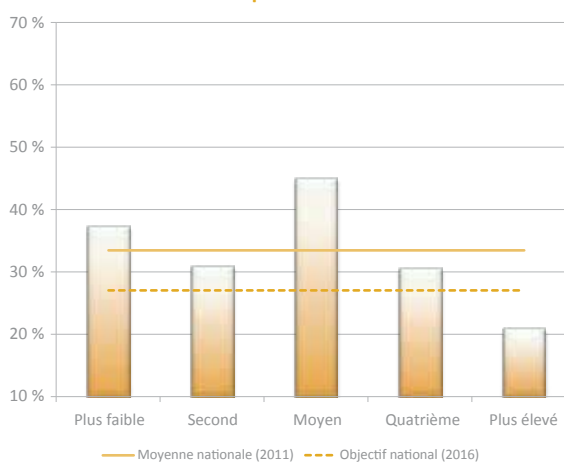
Date d'adhésion : mars 2014

Données démographiques	
Population nationale (en millions en 2010)	34
Enfants de moins de 5 ans (en millions en 2010)	6,6
Adolescentes (15 à 19 ans) (en millions en 2010)	1,90
Nombre moyen de naissances (en millions en 2010)	1,40
Taux de croissance de la population (2010)	3,36 %
Indicateurs (EDS 2011) des Cibles de Nutrition de l'OMS	
Faible poids de naissance	10,2 %
Allaitement maternel exclusif entre 0 et 5 mois	63,2 %
Retard de croissance chez les moins de cinq ans	33,7 %
Émaciation chez les moins de cinq ans	4,8 %
Surpoids chez les moins de cinq ans	3,8 %
Couverture des facteurs relatifs à nutrition	
Pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants	
Régime alimentaire minimum acceptable entre 6 et 23 mois	5,8 %
Diversité minimale du régime alimentaire entre 6 et 23 mois	12,8 %
Interventions pour prévenir les carences en vitamine et minéraux	
Supplémentation en zinc contre la diarrhée (Enfants de moins de cinq ans)	1,9 %
Femmes enceintes ayant fait quatre ou plus de consultations prénatales	47,6 %
Supplémentation en vitamine A (6 à 59 mois)	70,0 %
Ménages consommant le sel adéquatement iodé	55,2 %
Responsabilisation de la femme	
Alphabétisation des femmes	72,2 %
Taux d'emploi féminin	77,1 %
Âge médian au premier mariage	18,9
Accès au personnel qualifié pour l'accouchement	51,0 %
Femmes ayant eu un enfant avant l'âge de 18 ans	22,8 %
Taux de fécondité	5,6
Autres indicateurs pertinents de nutrition	
Taux d'urbanisation	26,20 %
Part de revenu détenue par les 20 % de la tranche la plus inférieure	6,80 %
Calories par habitant par jour (kcal / habitant / jour)	2.302,5
Énergie provenant d'aliments autres que les aliments de première nécessité	48,68 %
Disponibilité du fer de source animale (mg / habitant / jour)	1,0
Accès aux infrastructures sanitaires améliorées	18,7 %
Défécation en plein air	9,6 %
Accès aux sources améliorées d'eau potable	70,0 %
Accès au branchement d'eau courante domestique	5,3 %
Eau de surface comme source d'eau de boisson	12,6 %
PIB par habitant (\$ US courants, 2013)	572,00
Exportations de produits agricoles par habitant (\$ US courants, 2012)	1,54
Importations de produits agricoles par habitant (\$ US courants, 2012)	0,35

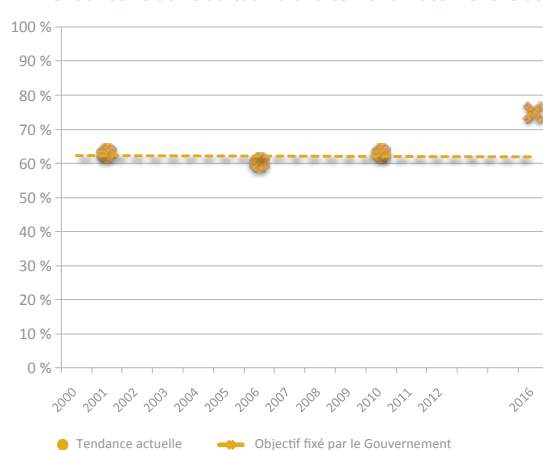
Tendance relative au retard de croissance et objectifs-cibles



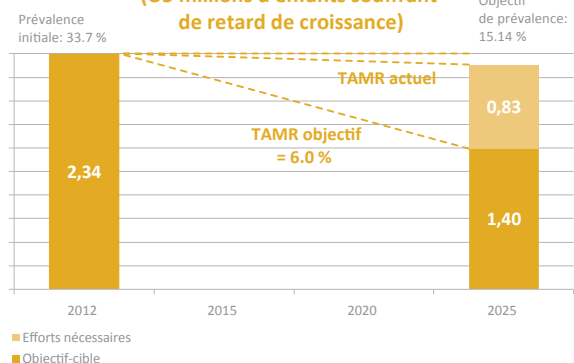
Répartition du retard de croissance dans tous les quintiles de richesse



Tendance relative au taux d'allaitement maternel exclusif



Objectif-cible de réduction du retard de croissance (U5 millions d'enfants souffrant de retard de croissance)



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

En Ouganda, l'engagement pour le renforcement de la nutrition est de haut niveau, le Premier ministre par intérim jouant le rôle de champion de la nutrition. L'Ouganda a réussi à créer des mécanismes multisectoriels et se concentre actuellement sur des objectifs plus ambitieux, tels que leur fonctionnement efficace. C'est ce qui explique les faibles progrès dans le regroupement des parties prenantes par rapport aux années antérieures. Le Bureau du Premier ministre est redevable de la coordination du Plan d'action pour la nutrition de l'Ouganda (UNAP). Il héberge un secrétariat qui se charge de la coordination et du suivi de l'UNAP.

Le Comité multisectoriel de coordination technique (MSTCC) est la principale plate-forme multi-acteurs pour la nutrition dans le pays. Il comprend huit ministères d'exécution, y compris l'Autorité nationale de planification, les partenaires de développement, les OSC, les universités et le secteur privé. Il existe des comités de coordination sectoriels et de districts, un comité de coordination des partenaires de développement de la nutrition ainsi que le Conseil de l'alimentation et de la nutrition - comprenant les secteurs de l'UNAP et le sous-comité du Cabinet sur la nutrition.

Un tiers des districts disposent de comités de coordination de la nutrition. La participation de diverses parties prenantes au niveau des districts et des communautés est une priorité. La nomination des leaders culturels et religieux à titre de champions de la nutrition dans leurs territoires serait utile. Différentes agences des Nations Unies ont mis en place un Groupe technique de travail interinstitutions sur la nutrition pour assurer l'alignement entre les plans et les priorités nationales. La Coalition de la société civile ougandaise pour le renforcement de la nutrition (UCCO-SUN) est active et par ailleurs, la Fondation du secteur privé en Ouganda (PSFU) est engagée dans la nutrition, surtout dans l'enrichissement des aliments. Renforcer la capacité du Secrétariat de l'UNAP à suivre les diverses activités est une priorité.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

L'UNAP sert de cadre commun de résultats multisectoriels pour la nutrition. Sa mise en œuvre est en cours avec la participation importante des ministères de l'éducation, de l'agriculture et de la santé, du commerce et de l'industrie, du genre, du développement communautaire et social, des administrations locales et des Finances. La mise en œuvre pourrait être renforcée par la participation des hauts responsables du Gouvernement et l'amélioration du plaidoyer. Le cadre de suivi et d'évaluation de l'UNAP est en cours d'élaboration avec l'appui de la Banque mondiale, tandis que son cadre budgétaire est partiellement achevé. Les comités de coordination de la nutrition au niveau des districts doivent jouer un rôle important dans le déploiement de l'UNAP. À ce jour, plus de 80 districts ont été orientés sur leurs rôles et leur mission dans la mise en œuvre de l'UNAP.

Un examen à mi-parcours de l'UNAP est prévu en 2014. Les outils de suivi sont en cours de finalisation tandis que l'établissement des rapports sur les progrès accomplis doit être renforcé. Une stratégie de plaidoyer pour la nutrition a été élaborée et a été combinée avec une stratégie de communication pour le changement de comportement ainsi qu'une stratégie de mobilisation sociale pour former une stratégie nationale de communication complète pour la nutrition. Elle sera lancée par le Premier ministre.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Suite à l'élaboration et la mise en œuvre de l'UNAP, un cadre politique pertinent et favorable est nécessaire. Une analyse de toute la documentation juridique et politique existante a été effectuée et un cadre politique approprié, conformément à l'UNAP sera développé. Le ministère du Genre, du Travail et du Développement social a élaboré une politique sur les congés de maternité qui prévoit 60 jours de congé de maternité. Une politique de soutien à l'allaitement maternel exclusif est à l'étude.

Il existe diverses politiques contribuant à la nutrition dans tous les secteurs clés, y compris la protection sociale, le développement communautaire, et l'alimentation scolaire, l'éducation, l'égalité et le développement de la petite enfance.

La législation nationale en vigueur ayant une incidence sur la nutrition inclut un volet sur l'enrichissement obligatoire des aliments. Le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel a été mis à jour.

Suivre le financement et mobiliser les ressources

L'UNAP a déjà été chiffré, mais il n'existe pas un mécanisme transparent pour suivre les dépenses en matière de nutrition. Il y a un manque d'informations sur les engagements des différentes parties prenantes impliquées dans la nutrition. Malgré le fait que les donateurs soient engagés avec succès dans le programme sur la nutrition, les ressources à l'appui de programmes du Gouvernement sont limitées. Les agences des Nations Unies diffusent l'information financière sur les activités de nutrition et ont commencé à coordonner leurs budgets. Le renforcement des capacités nationales pour le suivi financier et le développement d'un cadre politique approprié pour guider la gestion financière de la nutrition est une priorité car il aiderait à mobiliser les ressources nationales pour la nutrition et à améliorer les décaissements des donateurs. Le suivi financier des investissements en matière de nutrition pourrait être renforcé par le développement des lignes directrices financières et la mise en place de lignes budgétaires sectorielles pour la nutrition.

Progrès réalisés dans les quatre processus SUN Ouganda

Notation des marqueurs de progrès 2012¹ et 2014²

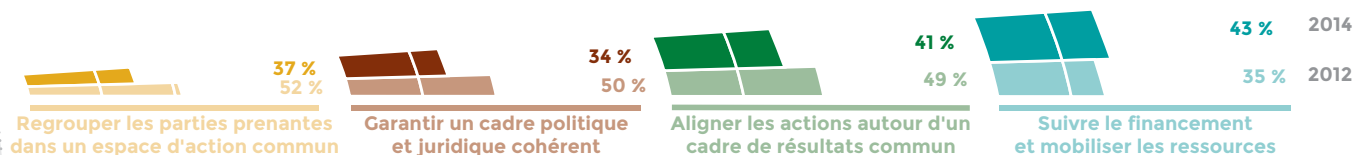
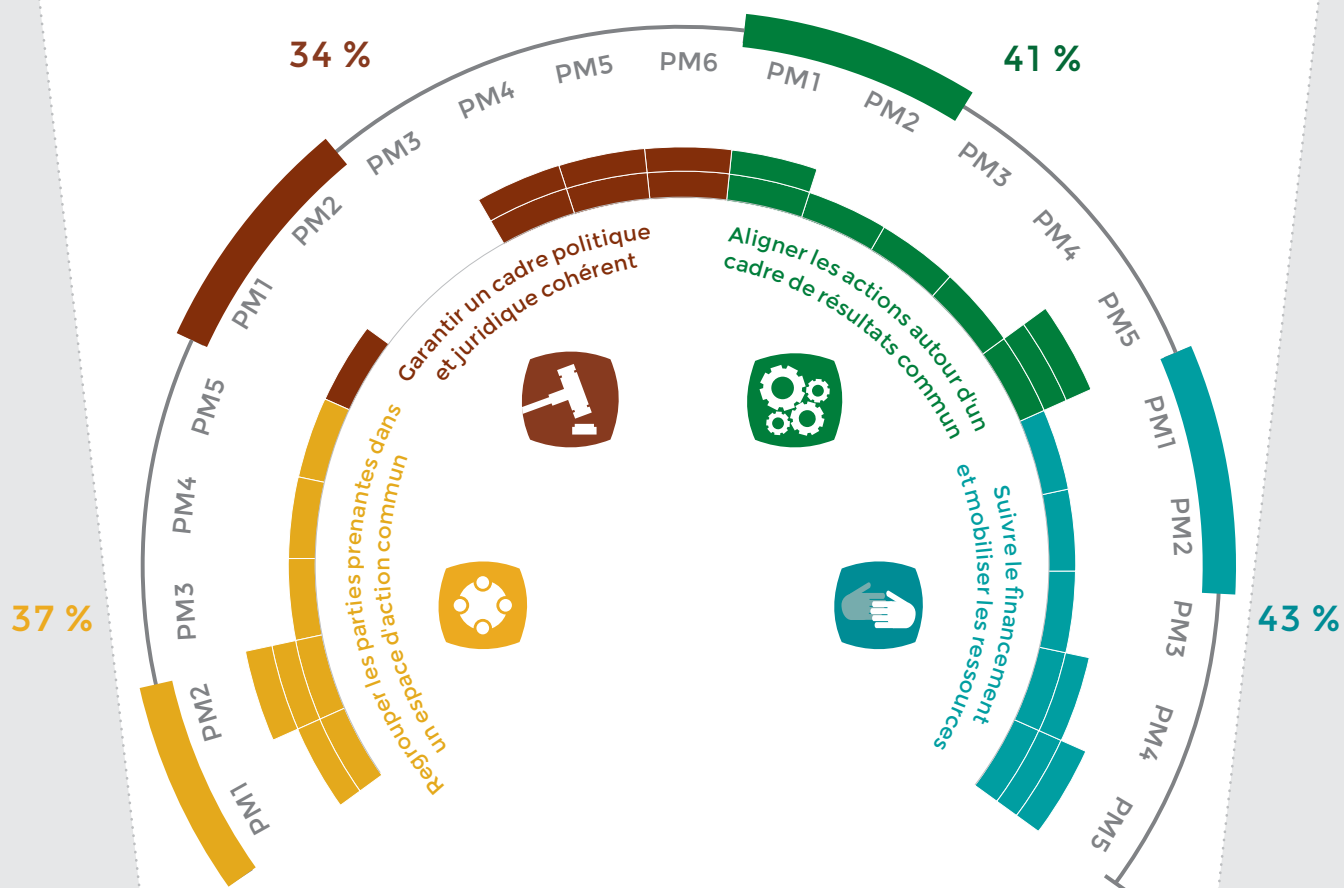


Tableau de bord des marqueurs de progrès 2014

Niveau de préparation



¹Évaluation externe par le Secrétariat du Mouvement SUN
²Évaluation interne par un exercice national d'auto-évaluation